



Élection 2011 - Sommaire des réponses des partis politiques au questionnaire de la FCFA

Thème 1 : Plein respect de la Loi sur les langues officielles

Veillez noter que nous n'avons pas reçu les réponses du Parti Conservateur du Canada ou du Parti Vert. Nous présentons ci-dessous le sommaire des réponses des autres partis selon l'ordre dans lequel nous les avons reçues.

Le Bloc Québécois affirme :

- Que le gouvernement doit adopter une politique globale en matière de langues officielles et d'appui aux communautés qui soit intégrée au prochain plan du gouvernement sur les langues officielles
- Que les candidats à la magistrature de la Cour suprême devraient connaître les deux langues officielles;
- Que le questionnaire long du recensement devrait être rétabli;
- Que les mémoires au cabinet, les projets de règlements et tous les autres projets de politique gouvernementale devraient faire état des résultats des consultations avec les communautés;
- Qu'il exigera que le gouvernement embauche des personnes réellement bilingues pour les postes désignés bilingues en plus de bonifier la prime au bilinguisme;
- Que ce n'est pas le bilinguisme qui a besoin d'être soutenu au Canada, c'est le français.

Le Nouveau Parti démocratique du Canada s'engage à :

- Revoir la réglementation en matière de langues officielles;
- Corriger les lacunes en matière de reddition de compte des institutions fédérales en ce qui concerne l'application de la *Loi sur les langues officielles*;
- Rétablir une structure administrative au Bureau du Conseil privé dont le mandat serait de chapeauter la mise en œuvre de la *Loi sur les langues officielles* dans tout l'appareil fédéral;
- Veiller à ce que, lorsque nécessaire, les ententes de transfert fédéral/provincial/territorial comportent des clauses linguistiques bien définies et que ces dernières soient accompagnées d'un mécanisme de reddition de compte et de sanction;
- Institutionnaliser le processus de consultation des communautés et émettre des directives afin que les documents reflètent le point de vue des communautés;
- Assurer que les institutions fédérales consacrent des montants suffisants de leur budget pour leur permettre de rencontrer leurs obligations de consultation et de conformité avec la *Loi sur les langues officielles*;



- Prendre les mesures nécessaires pour poursuivre la sensibilisation de l'appareil fédéral;
- Examiner les politiques et les initiatives en matière de communication pour qu'elles assurent une visibilité des deux langues officielles dans toutes les régions du pays;
- Répartir équitablement les placements publicitaires auprès des médias de langues officielles ainsi que sur les médias sociaux.

Le Parti Libéral du Canada s'engage à :

- Déposer un projet de loi pour mettre à jour la Partie IV (services et communications avec le public) de la *Loi sur les langues officielles*;
- Revoir la structure et les mécanismes de gouvernance des langues officielles après consultation avec les communautés;
- Inclure des clauses linguistiques dans les ententes avec des tiers, incluant les provinces et territoires;
- Consulter les communautés et la population canadienne pour élaborer une nouvelle génération du *Plan d'action sur les langues officielles* qui :
 1. sera le plus inclusif et complet possible
 2. établira des mécanismes formels de consultation des communautés
 3. traitera du rôle de la fonction publique dans la mise en œuvre de la *Loi sur les langues officielles*
 4. reconnaîtra le bilinguisme comme un des éléments fondamentaux de la croissance du Canada



Élection 2011 - Sommaire des réponses des partis politiques au questionnaire de la FCFA

Thème 2 : Reconnaissance de la spécificité des besoins des citoyens francophones

Veillez noter que nous n'avons pas reçu les réponses du Parti Conservateur du Canada ou du Parti Vert. Nous présentons ci-dessous le sommaire des réponses des autres partis selon l'ordre dans lequel nous les avons reçues.

Le Bloc Québécois affirme :

- Que le gouvernement fédéral devrait accepter de financer des services différents et adaptés aux réalités particulières des communautés;
- Que les provinces sont les mieux placées pour relever les défis reliés à l'accueil et à l'intégration des nouveaux arrivants, y compris dans les communautés minoritaires.

Le Nouveau Parti démocratique du Canada s'engage à :

- Mettre en application le jugement dans l'affaire Caldech (Desrochers) qui atteste que le gouvernement peut avoir à offrir des services distincts pour respecter ses obligations linguistiques;
- Adapter les programmes et les politiques aux besoins réels des communautés;
- Être à l'écoute des communautés en établissant un lien direct avec elles;
- Établir une politique nationale en matière d'immigration au sein des communautés francophones, dans le respect des compétences provinciales.

Le Parti Libéral du Canada s'engage à :

- Rétablir le questionnaire long du recensement;
- Appuyer les communautés dans le recrutement, l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants;
- Prendre en compte les recommandations du rapport du Comité permanent sur les langues officielles intitulé *Recrutement, accueil et intégration : quel avenir pour l'immigration dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire?*;
- Augmenter de manière significative les fonds alloués aux programmes de formation linguistique;
- Rendre la formation linguistique plus accessible aussi pour les citoyens canadiens qui ne sont pas nés au Canada et qui ont besoin d'améliorer leur capacité linguistique.



Élection 2011 - Sommaire des réponses des partis politiques au questionnaire de la FCFA

Thème 3 : Des investissements en ligne avec les priorités des communautés

Veillez noter que nous n'avons pas reçu les réponses du Parti Conservateur du Canada ou du Parti Vert. Nous présentons ci-dessous le sommaire des réponses des autres partis, selon l'ordre dans lequel nous les avons reçues.

Le Bloc Québécois affirme :

- Qu'il est nécessaire de renouveler la *Feuille de route pour la dualité linguistique* et d'y intégrer les suggestions des communautés;
- Qu'il appuiera toute proposition du gouvernement fédéral qui contribuera à améliorer la vitalité des communautés francophones;
- Qu'il croit qu'il est essentiel que le plan d'action du gouvernement soit aligné avec les demandes exprimées lors du Sommet des communautés en 2007.

De plus, le Bloc québécois s'engage à relayer les demandes des communautés francophones lors de l'élaboration du prochain plan d'action du gouvernement.

Le Nouveau Parti démocratique du Canada s'engage à :

- Redessiner le plan gouvernemental sur les langues officielles pour que son contenu reflète les besoins des communautés et pour y inclure des mécanismes de suivi et de reddition de compte;
- Maintenir les investissements actuels et travailler avec les communautés pour identifier les secteurs qui nécessitent une révision prioritaire des investissements;
- Augmenter le financement accordé aux organismes dès que les finances de l'État le permettront.

Le Parti Libéral du Canada s'engage à :

- Amorcer rapidement des consultations en vue de préparer la nouvelle génération du *Plan d'action sur les langues officielles*;
- Recueillir les idées du public pour :
 1. Adapter la politique sur les langues officielles aux technologies numériques;
 2. Encourager un plus grand nombre de programmes bilingues dans les établissements d'enseignement supérieur.



De plus, le Parti Libéral est d'avis que les initiatives mises de l'avant dans son programme, telles le passeport canadien d'apprentissage, l'apprentissage et la garde à la petite enfance, les soins familiaux, le renforcement du régime de pension du Canada, ainsi que les initiatives en appui aux artistes et aux institutions culturelles bénéficieront aux membres des communautés francophones.